

[OpenEdition Search](#)

Tout OpenEdition

## Sociologues dans la Cité

Carnets de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française

# La grande et la petite résistance des désobéissants civils par Manuel Cervera-Marzal

### Des relations étroites entre 2 types de résistances

Le présent dossier invite à explorer les rapports entre deux types de résistance. D'un côté, les expériences communautaires et les réseaux d'entraide de type squats, circuits courts, fermes autogérées ou échanges de services visent à répondre à l'urgence du quotidien et à assurer la survie de sans-papiers, de précaires, d'agriculteurs endettés et de sans-logis au bord du gouffre. De l'autre côté, des Indignés, des zadistes, des féministes et des militants organisés déploient dans l'espace public une parole dissidente qui prend ouvertement à partie la rhétorique néolibérale. Ces deux univers se situent du côté de la critique du capitalisme. Mais trois points d'achoppement potentiels pointent leur nez : tandis que les premiers sont parfois réticents à monter en généralité, les seconds ont à cœur d'élaborer un récit global différent de celui des gouvernants ; tandis que la résistance des premiers est essentiellement motivée par des impératifs matériels (dormir au chaud, se nourrir, payer ses factures), celle des seconds procèdent davantage de convictions idéologiques ; enfin, tandis que les premiers résistent via leurs pratiques concrètes et quotidiennes, les seconds ajoutent aux résistances pratiques une résistance discursive destinée à gagner plus de monde à la cause.

Une immersion prolongée au sein d'un collectif de désobéissance civile m'a permis d'observer de prêt les interactions entre ces deux mondes. La densité de ces interactions est telle qu'on peut d'ailleurs se demander s'il s'agit bien de deux « mondes » ou si nous ne sommes pas, en définitive, en présence d'un seul et

même monde prenant par endroits des colorations légèrement différentes. Mon ethnographie ne permet pas de trancher cette question mais elle fournit quelques indications empiriques que je verse ici dans le pot commun. En additionnant les contributions empiriques, on peut raisonnablement espérer que le lecteur parvienne à se faire un avis sur la question. Le collectif au sein duquel j'ai mené une observation participante de dix-huit mois – je le désignerai par le nom anonymisé de *Refuseurs* – est basé en région parisienne. Il réunit une vingtaine d'activistes réguliers qui militent plus de dix heures hebdomadaires. Agés de 19 à 32 ans, ces militants ont une situation économique précaire, suivent ou ont suivi un cursus universitaire en sciences sociales et ont une faible expérience militante. En moyenne une fois par semaine, ces désobéissants civils perturbent l'assemblée générale d'une entreprise du CAC 40, bloquent l'entrée d'une centrale Areva, déploient une banderole sur l'ambassade d'un pays au régime politique autoritaire ou kidnappent des bidons de pesticide Monsanto dans une grande surface telle que Castorama.

Ces actions illégales et non-violentes relèvent de la deuxième catégorie décrite en introduction. En effet, l'objectif de la désobéissance civile n'est pas tant de répondre à une urgence matérielle (*i.e.* expulsion d'un sans-papiers, reloger une famille sans-abris) que de produire des images spectaculaires qui seront retransmises à la télévision et éveilleront ainsi les consciences citoyennes en attirant l'attention des téléspectateurs de TF1 sur un danger jusqu'alors sous-estimé (nocivité des OGM, du nucléaire, etc.). En outre, ces actions s'accompagnent de revendications politiques ayant un haut degré de généralité (sortie du nucléaire, interdiction du Round Up, etc.). Ceci étant dit, le collectif des Refuseurs entretient des relations étroites avec l'autre catégorie de résistances, dont la priorité est d'assurer la survie des plus démunis.

### **Passerelles et divergences entre désobéissance civile et résistance pour la survie**

Une première passerelle réside dans le fait que, durant un an, le collectif a posé ses bagages dans un squat du 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Le local dans lequel les Refuseurs se réunissaient et entreposaient leur matériel était loué à un collectif d'artistes « propriétaire » de l'immeuble. D'ailleurs, les Refuseurs n'ont pas fait qu'habiter un squat. Ils aident régulièrement des familles, des jeunes ou des artistes en difficulté à ouvrir des squats, en apportant leur expertise logistique et juridique. Enfin, plusieurs membres du collectif ont séjourné dans des squats. A cet égard, il existe donc de véritables passerelles entre le monde de la désobéissance civile et celui des squats, ne serait-ce qu'en raison du fait que, bien souvent, un squat désigne l'occupation illégale et non-violente d'un logement ; ce qui correspond précisément à la définition de la désobéissance civile.

Une seconde passerelle entre désobéissance civile et résistance pour la survie se joue au niveau des pratiques quotidiennes des membres des Refuseurs. La plupart ne paient jamais leur ticket de métro et se protègent en adhérant à une mutuelle de fraudeurs, commettent fréquemment de petits larcins dans les supermarchés et échangent des biens et des services avec leurs proches. Ces multiples stratégies de débrouille visent à pallier aux difficultés économiques que connaissent ces jeunes militants précaires, souvent au chômage, en stage ou en CDD. A leurs yeux, les « petites » résistances du quotidien et les « spectaculaires » actions de désobéissance civile sont étroitement complémentaires. « Changer la vie » et « transformer le monde » vont de pair. Pour ces joyeux rebelles, Rimbaud et Marx avancent main dans la main.

Ces affinités n'empêchent pas la persistance de certaines frictions entre les deux mondes décrits en introduction. La grammaire désobéissante qui régit les façons de parler et d'agir au sein du collectif des Refuseurs repose sur trois règles principales : il faut agir (car ceux qui restent passifs sont complices du mal qu'ils laissent faire), de manière illégale (car les actions légales sont insuffisantes) et non-violente (car la violence est immorale). La deuxième de ces règles (« il faut désobéir ») s'adosse à l'idée que les moyens de contestation légaux ne suffisent pas à ébranler l'ordre établi. L'engagement partisan, le syndicalisme, le vote, la pétition, la manifestation sont stigmatisés pour leur inefficacité. De même, le jardin partagé, la boulangerie coopérative et l'AMAP sont considérés comme utiles mais incapables de saper les fondements de l'ordre capitaliste. Car celui-ci repose en dernière instance sur notre obéissance à ses lois. Le renverser exige donc d'entrer dans l'illégalité. Ce « devoir de désobéissance » – qu'invoquait déjà Henry David Thoreau il y a un siècle et demi – est au cœur des convictions politiques des Refuseurs. Il les conduit à un certain scepticisme envers les autres formes de résistance, décriées en raison de leur institutionnalisation (le vote, la pétition), de leur routinisation (la manifestation) ou de leur excessive modération (l'AMAP, le jardin partagé, etc.).

Les « petites » formes de résistance, de survie, d'accommodement sont jugées positives par les désobéissants civils mais, s'empressent-ils d'ajouter, elles manquent de radicalité au sens où elles ne s'en prennent pas à la racine du mal capitaliste : notre soumission aux lois en vigueur. Dans un entretien accordé à la presse, le porte-parole des Refuseurs explique clairement ce point de vue : « J'ai le sentiment d'avoir découvert les outils qui manquaient à l'*efficacité* de nos luttes. Je ne dis pas qu'il faut seulement de l'action directe non-violente dans les luttes, et qu'il faut renoncer aux pétitions et manifestations, aux colloques et aux conférences, aux projections de films, etc. Mais l'action directe non-violente, et *en particulier la désobéissance civile*, me paraissent désormais *incontournables et efficaces*, comme l'ont montré les Faucheurs Volontaires, les militants du DAL ou d'Act Up, les personnes sans-papiers. Je pense qu'on touche là un des points faibles de nos adversaires ».

Modifier le rapport de forces passe donc impérativement par la désobéissance civile, c'est-à-dire par une confrontation ouverte, publique et la plus massive possible avec l'ordre juridique libéral. Laissées à elles seules, les résistances quotidiennes pour la survie sont condamnées à buter sur leur propre impuissance. Tel Sisyphe, les ilots d'entraide, de partage et de gratuité restent prisonniers d'un cercle infernal de tentatives, d'échecs et de recommencement. Ce constat conduit parfois certains désobéissants civils à juger sévèrement les « illusions » de celles et ceux qui croient pouvoir changer le monde sans défier ouvertement les autorités politiques et s'en prendre à ses lois. Ici repose une potentielle divergence de vues entre ceux qui considèrent que les résistances quotidiennes se suffisent à elles-mêmes et ceux qui, portés par une ambition plus grande, en appellent à la « désobéissance offensive » des opprimés, comme le fit Gandhi en son temps. Lors de conversations informelles entre militants, j'ai, à quelques reprises, vu surgir ce débat. Néanmoins, sa faible fréquence et sa faible intensité me laissent penser que – dans le cas que j'ai pu étudier en détail – le monde de la désobéissance civile et celui de la survie matérielle entretiennent un fort lien de parenté.

Mais la désobéissance civile est loin de constituer la seule forme de résistance organisée. D'autres formes

d'engagement collectif solidement structurées voient probablement d'un œil plus sceptique les pratiques quotidiennes visant à assurer la survie de damnés de la terre. C'est pourquoi seule une approche comparative du problème – telle que proposée par ce dossier de *Sociologues dans la cité* – me semble en mesure d'apporter une réponse convaincante au problème de départ.

Manuel Cervera-Marzal

Docteur en Sciences Politiques

---



Rechercher dans OpenEdition Search  
Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search

- Dans tout OpenEdition  
 Dans Sociologues dans la Cité

Rechercher